

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 27/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BOUYER LEROUX

L'Etablère
49280 La Séguinière

Références : 2023-045_INSP_RAP_SB_BOUYER LEROUX – Leppo
Code AIOT : 0006304868

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/02/2023 dans l'établissement BOUYER LEROUX implanté Forêt de Leppo ST REMY EN MAUGES 49110 Montrevault-sur-Èvre. L'inspection a été annoncée le 31/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX
- Forêt de Leppo ST REMY EN MAUGES 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006304868
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière d'argile autorisée au coeur de la forêt de Leppo à Saint-Rémy-en-Mauges sur la commune de Montrevault-sur-Evre. L'autorisation de 2009 porte sur près de 19 ha, pour une production maximale de 60000 t/an et une durée de 30 ans (jusqu'en 2039).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la conformité au dossier de demande d'autorisation d'exploiter ;
- les conditions de remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité au dossier (phasage)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 1.1.6	/	Sans objet
2	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 1.1.19	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Remise en état du site	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 2.1.24	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Initiation de la mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été sous exploité par rapport à ce qui était prévu et ne fait plus l'objet d'extraction. La remise en état est très avancée et diffère de ce qui était prévue en raison de la faible exploitation. Les principes de remise en état prévus sont adaptés et mis en oeuvre par l'exploitant qui s'appuie sur les préconisations d'un expert écologue.

Un porter à la connaissance du préfet des modifications apportées devra être fait. Les dispositions réglementaires relatives à la mise à l'arrêt définitif devront aussi être mises en oeuvre (mémoire, notification, attestations par une entreprise certifiée,...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier (phasage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 1.1.6
Thème(s) : Autre, Conformité au dossier (phasage)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation d'exploiter et les compléments fournis en cours d'instruction sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.</p> <p>En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impact et au schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande et les informations complémentaires fournies en cours d'instruction en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'exploitation n'a pas été jusqu'alors conduite dans les conditions prévues par l'autorisation d'exploiter. En particulier, le phasage prévisionnel correspond globalement mais avec des emprises plus réduites qu'envisagé (en particulier vers l'Est et le Sud-est) au niveau des phases 1, 2 et de l'entame de la phase 3.</p> <p>En outre, bien que l'autorisation soit accordée pour 30 ans, soit jusqu'en 2039, l'exploitant a précisé qu'il procédait à la finalisation de la remise en état du site et qu'aucune extraction n'y sera désormais effectuée.</p> <p>L'exploitant a fait part d'un objectif de mise à l'arrêt définitif complet des installations pour la fin de l'année 2023.</p> <p>L'inspection des installations classées constate donc que 14 ans après l'autorisation d'exploiter, l'emprise concernée par les activités de l'exploitant est moindre que celle prévue, une partie non négligeable des terrains où</p>

<p>du déboisement puis de l'extraction et du remblaiement ou la création de mares (dans l'excavation résiduelle) était prévue est demeurée dans l'état d'origine.</p> <p>L'exploitant a communiqué un rapport du CPIE Loire Anjou (expert écologue) de préconisations en termes de réaménagement. Les préconisations formulées par cet organisme ont été mises en œuvre par l'exploitant qui a précisé qu'une nouvelle intervention du CPIE Loire Anjou, in-situ, était prévue pour confirmer leur bonne prise en compte.</p>
<p>Observations : Les modifications apportées, par rapport à ce qui était prévu réduisent a priori les impacts sur l'environnement mais elles doivent faire l'objet d'un porter à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46. Ce document pourra utilement préciser la cote d'exploitation réalisée avant remblayage.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Cessation d'activité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 1.1.19</p>
<p>Thème(s) : Autre, Cessation d'activité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : Boisement et milieux biologiques.</p> <p>Au moins 6 mois avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, et la remise en état des terrains. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ; - des interdictions ou limitations d'accès au site ; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. - le réaménagement de l'ensemble des terrains exploités. <p>En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus au premier alinéa du présent article.</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées souligne que les articles cités (R.512- 74, R.512-75 à R.512-79) du Code de l'environnement ont grandement évolués depuis l'autorisation d'exploiter et peuvent, lorsqu'ils ne sont pas abrogés, et pour certains, ne plus s'appliquer aux installations.</p> <p>L'usage pris en compte par l'exploitant en termes de remise en état correspond à ce qui est prévu (boisement et milieux biologiques).</p> <p>A ce stade, l'exploitant n'a pas encore notifié la mise à l'arrêt définitif au Préfet, lorsqu'il le fera compte tenu des dispositions réglementaires aujourd'hui applicables il devra également fournir les éléments prévus par le présent article.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté visuellement uniquement notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'absence de produits dangereux ; - la présence de quelques déchets (morceaux de plastiques, fourreaux,...) à la surface de certains secteurs remblayés ; - des portails interdisent a minima l'accès au site ; - les risques d'incendie sont inhérents au secteur boisé (et identiques à ceux des terrains périphériques au site) ; - il n'a pas été vu de secteur à risque d'explosion ; - le réaménagement de l'ensemble des terrains exploités est bien engagé.

<p>- le site (sous réserve de la qualité des remblais apportés) ne semble pas de nature à porter atteinte à l'environnement.</p> <p>Conformément aux préconisations de l'expert écologue, l'exploitant a laissé en place le dispositif de lavage de roues ou un herbier à Characées (habitat d'intérêt communautaire) se serait implanté. Cet équipement en "conteneur" métallique anthropique dénote radicalement avec le paysage local qu'il dénature. L'inspection des installations classées a demandé que cet équipement soit retiré.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra prendre attache avec l'expert écologue pour que le laveur de roues puisse être évacué du site, dans la mesure du possible, tout en reconstituant un milieu "naturel" propice au maintien de l'habitat observé.</p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre une opération de nettoyage visant à retirer les morceaux de plastiques, fourreaux,...présents sur certains secteurs remblayés et à les évacuer vers des filières adaptées.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Remise en état du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 2.1.24</p>
<p>Thème(s) : Autre, Remise en état</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état, au fur et à mesure de l'exploitation, le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et conformément aux plans de phasage et de réaménagement et au plan d'aménagement final joint au dossier de demande d'autorisation et annexé au présent arrêté.</p> <p>L'extraction de matériaux doit cesser au plus tard 6 mois avant l'échéance de l'autorisation. La remise en état du site doit être achevée au plus tard 3 mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p> <p>Le réaménagement des terrains est effectué conformément aux plans et documents joints au dossier de demande d'autorisation et aux dispositions du présent arrêté. La remise en état prend en compte les sensibilités particulières résultant de l'existence de la ZNIEFF.</p> <p>La remise en état du site comporte notamment les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remblaiement partiel des zones exploitées dans les conditions précisées au 2.1.25 - mise en sécurité et talutage des fronts de taille, - remise en place des stériles dans les conditions précisées à l'article 2.1.26 ci-dessous - insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site. - reboisement dans les conditions précisées notamment à l'article 4 de l'autorisation de défrichement - réalisation des talutages des fosses d'extraction à conserver en respectant les dispositions suivantes : pente maximale de 20 % et de largeur minimale 2 mètres sur au moins 50 % du linéaire du front résiduel - réalisation des aménagement à vocation biologique en respectant les préconisations figurant dans le dossier de demande d'autorisation. <p>L'exploitation (y compris l'opération de décapage des terres) de la phase n+2 ne peut être entamée que lorsque la phase n est remise en état.</p> <p>L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a presque terminé la remise en état du site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant et au regard du phasage effectif qui ne correspond pas strictement au plan d'aménagement final prévu. Les principes édictés sont néanmoins mis en œuvre.</p> <p>L'extraction de matériaux a déjà cessé.</p> <p>La remise en état du site est achevée largement avant l'échéance de l'autorisation qui est en 2039.</p>

<p>Le réaménagement des terrains est effectué conformément principes des plans et documents joints au dossier mais comme signalé des modifications existes du fait de l'emprise réduite d'exploitation. La remise en état prend en compte les sensibilités environnementale, l'exploitant s'appuie sur un expert écologue.</p> <p>La remise en état du site comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le remblayage partiel des zones exploitées ; - la mise en sécurité et talutage de fronts de taille (tous n'étaient pas accessibles lors de l'inspection en raison de la végétation) ; - les stériles ont été utilisés pour l'aménagement ; - excepté le laveur de roues (Cf. point de contrôle n°2), l'insertion est de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage semble satisfaisante, compte tenu de la vocation ultérieure du site. - une partie des terrains est reboisée. L'exploitant a précisé être en contact avec le pôle interdépartemental forêt de la DDT sur cet aspect pour mettre la mise en œuvre des mesures les mieux adaptées ; <p>Les talutages des fosses d'extraction conservées n'étaient pas tous accessibles en raison de la végétation, l'exploitant devra justifier du respect des dispositions prescrites ;</p> <p>les aménagements à vocation biologique respectent les préconisations actualisées figurant dans le rapport du CPIE (cf. voir point de contrôle n°1 pour porter à connaissance du préfet les modifications).</p>
<p>Observations : L'exploitant doit, conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement, porter à la connaissance du préfet les modifications apportées.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Initiation de la mise à l'arrêt définitif

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R.512-39-1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Initiation de la mise à l'arrêt définitif</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p>Constats : L'exploitant a précisé qu'il engagera prochainement les démarches pour satisfaire à ces nouvelles dispositions avec une entreprise certifiée. L'objectif évoqué par l'exploitant est une mise à l'arrêt définitif pour la fin de l'année 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>